# LES NATIONALISMES A L'EST

Le terme nationalisme recouvre deux réalités : -une sorte d'idéologie qui exalte la nation, son passé, ses aspirations, ses qualités ; conçue comme un absolu, la nation s'oppose alors aux autres et le nationalisme conduit à la xénophobie, à l'exclusion des autres ethnies,- mais sous le terme nationalisme on entend aussi l'aspiration à une indépendance nationale réelle de la part de peuples colonisés ou asservis économiquement. Il est souvent bien difficile de démêler les deux acceptions ; nous considérerons donc les nationalismes à l'Est sous leurs divers aspects.

La séparation de l'Europe en deux blocs, l'affrontement idéologique entre le "monde libre" et le monde communiste, à partir de 1947, ont partiellement mis sous le boisseau ce que l'on appelait entre les deux guerres le problème des nationalités. L'éclatement du bloc soviétique, les libertés nouvelles permises par la perestroïka favorisent le surgissement de ces phénomènes, le réveil des nationalismes. On peut d'ailleurs se demander si ce réveil n'est pas seulement la conséquence, mais aussi l'une des causes des bouleversements que l'Est connaît aujourd'hui.

## L'EMPIRE RUSSE

Cet Etat multinational est constitué de quinze Républiques fédérées auxquelles trois droits sont reconnus par la constitution : -droit de faire sécession, -droit à l'intangibilité de leur territoire, -droit d'établir des rapports diplomatiques avec les Etats étrangers souverains. Cependant la compétence de l'Etat central (fédéral) est extrêmement étendue et l'application de cette législation fédérale s'étend à toutes les Républiques. La loi fédérale prime sur toute loi d'une République fédérée. De fait la compétence de ces Républiques est plus restreinte que ne le laisserait supposer le texte de la constitution. Un élément majeur explique cette situation : l'unicité du parti communiste de l'URSS ; en effet s'il existe des organes territoriaux du parti, la nomination du premier secrétaire et des principaux fonctionnaires du parti dans les Républiques relève des organes centraux du parti de l'URSS.

Un certain nombre de Républiques fédérées comportent en leur sein des Républiques autonomes (par exemple en Georgie, en Azerbaïdjan...). Par rapport aux empires coloniaux précédemment dissous, la caractéristique de l'empire soviétique est qu'il est d'un seul tenant.

### . Des différences qui s'accentuent

Selon Hélène Carrère d'Encausse, le pouvoir soviétique a depuis sa fondation une vision stable du problème national. Un progrès continu conduirait d'un monde de différences vers une société de type nouveau, non uniforme, mais dont certains traits nationaux conservés enrichiraient une communauté unie.

L'histoire ne s'est pas conformée à ce modèle. Ainsi par exemple les recensements depuis 30 ans révèlent une grande hétérogénéité des populations avec des comportements divers.

Coeur du système, la Russie qui comptait 56% de la population totale en 1959, n'en représente plus que 51,4% en 1989 et ceci en dépit du fait que les Russes qui ont fourni un encadrement humain aux autres territoires refluent sur leur propre territoire. Chacun s'enferme chez soi, phénomène peu propice pour constituer une communauté inter-ethnique.

Les disparités entre peuples chrétiens (slaves, baltes, georgiens, arméniens) et peuples musulmans s'accentuent. Alors que les premiers ont de fabiles taux de croissance démographique (pour l'Ukraine il s'agit d'un véritable effondrement), les peuples d'origine musulmane maintiennent un taux de croissance élevée. Leur part dans l'URSS qui était de 13% en 1959 est aujourd'hui de 20%. Cela va de pair avec une résistance des musulmans soviétiques à l'urbanisation : en Russie trois habitants sur quatre vivent en ville ; à l'opposé, au Tadjikistan musulman un habitant sur trois est urbanisé.

La situation économique des régions musulmanes se dégrade. Le revenu par tête qui avait crû de manière constante dans les années d'après-guerre a commencé à reculer vers le milieu des années 1970, pour se situer nettement en dessous de la moyenne soviétique. L'un des éléments explicatifs est la spécialisation imposée à l'Asie centrale : certaines Républiques sont centrées sur le coton, d'autres sur l'élevage. A l'autre extrémité du pays les Etats Baltes connaissent une prospérité relative, ainsi que l'Ukraine riche de ressources agricoles, énergétiques et minières. La périphérie méridionale musulmane a bénéficié d'un transfert de ressources des Républiques plus prospères, y compris la Russie. La crainte c'est que la réforme économique de Gorbatchev ne ralentisse ces transferts et n'accentue les disparités.

Cet arrière plan démographique et économique ne saurait expliquer le "réveil des nationalités", mais dans les affrontements qu'on observe il n'est nullement absent. Si les Baltes sont partisans de la perestroïka et la pousse au-delà des limites envisagées, les peuples démunis du Sud et de l'Asie centrale se réfugient, au contraire dans le conservatisme.

## . Les Etats Baltes

Annexés en 1945 suite au pacte germano-soviétique de 1939, les trois Etats Baltes ont été choisis par Gorbatchev comme laboratoires de la réforme économique et, dans une certaine mesure, comme banc d'essai d'un nouveau fédéralisme. Mais cela s'opère sur un terrain travaillé depuis une dizaine d'années par un fort courant, à la fois démocratique, autonomiste et nationaliste.

Des trois Etats, la Lituanie est la plus peuplée (3,6 millions d'habitants) et comporte la plus forte proportion de population de souche (80% de Lituaniens, contre 11% de Russophones). En Estonie (2,5 millions), les Estoniens ne sont que 60% face à plus d'un tiers de Russophones, et en Lettonie la situation est encore plus difficile : un peu plus de la moitié de Lettons de souche. Ces rapports sont à prendre en compte pour comprendre les problèmes actuels de ces trois pays.

Partout le mouvement se développe à partir de la constitution de Fronts populaires regroupant tous ceux qui veulent participer activement à la renaissance nationale. La manifestation la plus tangible de cette volonté commune est le million de manifestants baltes qui de Tallinn à Vilnius ont constitué le 23 mars 1989 une immense chaine humaine se transmettant à travers villes et campagnes le mot magique de "liberté". Tous ces fronts populaires ont aussi une composante écologique.

C'est en Estonie que le mouvement prend au départ la forme la plus radicale. En novembre 1988 le parlement proclame la "souveraineté" estonienne, décrètant que les lois votées par le soviet suprême de l'URSS ne seront exécutoires qu'une fois enregistrées par le parlement estonien. Un net rappel à l'ordre de Moscou ne le fait pas changer d'avis, même si, dans la pratique il s'en tient à un droit de remontrance, plus qu'à un droit de veto, qu'il n'a jamais utilisé. En mai 1989 il proclame "l'autonomie économique" et entend se doter de sa propre monnaie. Deux lois vont provoquer de forts remous au sein de la population russophone : en janvier 1989, la connaissance de l'estonien devient obligatoire pour travailler dans la fonction publique. En juillet, la législation électorale est modifiée : une durée de résidence est nécessaire pour être électeur et éligible. Les Russophones interprétent cela comme des "mesures d'apartheid" et des grèves massives sont déclenchées en août 1989 pour protester contre cette loi. En octobre le parlement estonien rapporte cette loi, mais à travers ces réactions on prend conscience d'un problème important posé tout particulièrement aux Lettons et aux Estoniens : l'importance de la population russophone (Russes, Biélorusses, Ukrainiens). Depuis 1970 ces populations sont arrivées massivement dans ces deux Républiques pour occuper des postes d'ouvriers dans les usines. Les postes d'ingénieurs et de techniciens sont en général occupés par des autochtones, tandis que la haute direction reste le domaine des Russes.

Face aux fronts populaires, des Russophones ont créé des "fronts internationalistes" se voulant les représentants de la "classe ouvrière immigrée" et considérant l'action des fronts populaires comme des "complots fascistes" visant à mettre en cause l'internationalisme prolétarien. En fait le chauvinisme russe est souvent à l'origine de ces "fronts internationalistes". Sentant le danger les fronts populaires ont alors créé dans chaunce des trois Républiques des "Forums de nationalités", organisations regroupant toutes les minorités (Russes compris) et militant en faveur des droits nationaux de celles-ci. Des associations juives de Lettonie et Lituanie ont rapidement adhéré à ces forums des minorités.

Dans quelle mesure ces "forums" permettent-ils de rassurer les minorités inquiètes de leurs droits en cas d'indépendance, il est difficile de le dire. En tout cas les Lettons, à peine majoritaires dans leur pays sont inquiets de leur comportement : un référendum pour l'indépendance risquerait en effet de ne pas regrouper une majorité des électeurs.

Actuellement la République la plus en pointe est la Lituanie, forte de ses 80% d'autochtones, bien encadrés par une Eglise, un peu à l'image de l'Eglise polonaise. Le front populaire, le Sajudis, n'a pas hésité à appeler à manifester dans la rue lors de la viste de Gorbatchev en janvier 1990. Le parti communiste lituanien s'est déclaré indépendant du parti communiste d'URSS, malgré l'opposition de Moscou. Un petit parti communiste formé de "migrants russes" s'est alors constitué.

La victoire des indépendantistes lors des élections locales de début mars a accéléré le processus : proclamation de l'indépendance, élection du président du Sajudis à la tête du soviet suprême de Lituanie. Or si le droit de sécession est inscrit dans la constitution, aucune loi n'a jamais précisé les modalités d'une telle sécession. Les discussions de l'automne 1989 envisageaient que celle-ci ne pourrait être définitive qu'au terme d'un processus de cinq ans.

D'où "l'ultimatum" de M. Gorbatchev, sommant le Parlement lituanien de rester au sein de l'Union, excluant toute négociation, ce qui ne veut pas dire tout dialogue. Auparavant les Lituaniens avaient été avertis du prix à payer : 30 milliards de dollars (deux fois le PNB lituanien) pour rembourser les investissements faits par l'URSS, paiement en devises fortes de l'énergie et des matières premières qui viennent pour une large part d'Union soviétique. De leur côté les Lituaniens réclament des indemnités pour annexion de leur pays. On en est là aujourd'hui ; mais la façon dont le problème se réglera constitue un test pour Gorbatchev récemment élu président de l'Union soviétique.

## . La revendication linguistique au coeur du débat

Les pays Baltes nous ont montré l'importance de la revendication linguistique. Nous retrouverons celle-ci dans nombre de Républiques.

C'est particulièrement le cas dans les deux Républiques d'Ukraine et Biélorussie, dont la langue appartient au groupe slave, comme le russe, ce qui facilite le glissement de l'une à l'autre.

Au sein de l'Ukraine (51 millions d'habitants), les Ukrainiens de souche constituent 74% de la population. De 1926 à 1979, le nombre des Russes, principale minorité, a quadruplé, atteignant aujourd'hui 21% de la population. Bien que l'immense majorité de la population considère l'ukrainien comme sa langue maternelle, près de la moitié des enfants fréquentent les écoles de langue russe. Dans les villes la situation est encore plus critique. A Kiev, la capitale, les écoles russes représentent 72% du total. Par ailleurs, en ce qui concerne les publications, si l'ukrainien résiste dans le domaine littéraire, sa place est tout à fait marginale dans le domaine scientifique. (Notons qu'en Biélorussie, alors que la population de souche représente 80%, 14% des enfants seulement fréquentent des écoles biélorusses).

Cette domination culturelle du russe a des conséquences sur les carrières. Ainsi, en Ukraine, l'afflux des Russes au sein de l'intelligentsia et du personnel technique oblige un nombre considérable d'Ukrainiens, disposant d'une formation universitaire et même secondaire, à partir prendre des emplois en Asie centrale ou en Sibérie. Par ailleurs une couche de plus en plus large d'ouvriers ou d'employés, n'ayant pu réaliser leurs aspirations de promotion sociale constitue une force potentielle pour le mouvement national.

Cettte revendication s'exprime à travers le "Mouvement populaire d'Ukraine pour la perestroïka" dont le programme a été publié en février 1989, mais aussi à travers "l'Union ukrainienne d'Helsinki" (UHS). Dans sa déclaration, celle-ci précise que les nations de l'URSS "seront capable de vivre à l'avenir dans une confédération d'Etats indépendants. La transition vers une telle confédération pourrait passer par la formation d'une fédération des Républiques démocratiques souveraines". Ce n'est donc pas la revendication d'indépendance immédiate, comme en Lituanie, mais au sein de l'UHS les positions sont variées. Pour certains, la revendication d'indépendance restera une fiction, tant que la langue ukrainienne ne deviendra pas la langue d'un véritable Etat.

Autre exemple, la Moldavie, aux confins de la Roumanie ; de langue roumaine (alphabet latin), les Moldaves s'étendent de part et d'autre de la frontière, et la solidarité entre Moldaves d'URSS et de Roumanie s'est récemment manifestée. Les Moldaves représentent 64% de la population contre 29% pour les slaves (essentiellement Russes et Ukrainiens). Depuis juin 1988, le "Mouvement démocrati-

que moldave pour le soutien à la perestroïka" (MDM) soutient essentiellement des revendications linguistiques : - le moldave langue officielle de la République, - langue des relations entre les ethnies au sein de la République, - rétablissement de l'alphabet latin... Le MDM admet que le russe continue de servir de langue de relations avec les autres Républiques.

La création d'un "front populaire" va faire monter la pression. Un projet de loi reprenant les revendications du MDM est présenté au soviet suprême de Moldavie et une manifestation monstre de 500.000 Moldaves appuie ce projet. On assiste alors à une réaction des Slaves qui, en cas de vote du projet, seraient obligés d'apprendre le moldave. Face au Front populaire ils s'organisent et fin août 1989 déclenchent une grève pour lutter contre ce qu'ils considèrent comme une discrimination. Une centaine d'entreprises sont arrêtées, les trains sont totalement paralysés et les cheminots d'Ukraine soutiennent leurs compatriotes de Moldavie en instaurant un blocus de la République.

Finalement sur intervention de Gorbatchev, le soviet de Moldavie choisit le compromis. Le moldave sera bien langue officielle, mais le russe continuera à être employé comme langue de communication inter-ethnique. Mais les relations entre Moldaves et Slaves sont fortement détériorées.

## . Conflits inter-ethniques

A Soumgaït, en Azerbaïdjan, le 28 février 1988, un véritable pogrom entraine, semble-t-il, la mort de 350 Arméniens, tués par des conscrits azeris abreuvés d'alcool et transportés par autobus dans cette ville. Parmi les hypothèses les plus plausibles, celle d'une action volontaire de l'aile conservatrice du Parti pour mettre en échec la politique de Gorbatchev. Dans les divers conflits inter-ethniques on évoque encore fréquemment aujourd'hui les luttes au sein au parti, sans doute avec raison, mais ceci ne pourrait se faire si les tensions inter-ethniques n'existaient pas. Le pogrom de Soumgaït est suivi d'exodes massifs de part et d'autre : alors que 200 000 azeris quittent l'Arménie, 300 000 personnes (surtout Arméniens, mais aussi Russes et Ukrainiens) quittent l'Azerbaïdjan.

Les récents événements de Bakou suivis de l'intervention de l'armée rouge en Azerbaïdjan montre que la tension est loin d'être retombée.

La tension résulte d'un découpage géographique aberrant dont l'exemple le plus flagrant est l'inclusion au sein de l'Azerbaïdjan du territoire autonome du Haut Karabakh peuplé essentiellement d'Arméniens. Entre Arméniens et Azeris le contentieux est ancien. Les Azeris sont des "Turcs" musulmans, les Arméniens des "Européens" catholiques. Le massacre de Soumgaït a réactivé la mémoire du génocide perpétré par les Turcs contre le Arméniens en 1915.

Revendiquant en vain le retour à l'Arménie du Haut Karabakh, les Arméniens, suite aux récents événements de Bakou, sont mobilisés. Dans la capitale, trois organisations paramilitaires ont pignon sur rue. La plus organisée dépend du "Mouvement national arménien". Soucieux d'être en position de force face aux Azeris, mais espérant aussi gagner les élections locales, le MNA ne développe nullement une politique de va-t-en guerre. Il estime au contraire nécesssaire de rétablir des relations normales avec les voisins azeris ou georgiens. Sous l'égide des nationalistes baltes des négociations se sont d'ailleurs engagées entre nationalistes arméniens et azeris, mais sont pour l'instant gelées.

En Azerbaïdjan le Front populaire se structure à partir de l'été 1988, il se dote d'un programme en août 1989 qui s'inspire sensiblement de celui des Pays Baltes. Il ne peut participer aux élections de mars 1989, mais est finalement reconnu en octobre.

Politiquement très hétérogène, il est fortement marqué par ses racines plébéiennes et est très sensible à toutes les pulsions qui se manifestent dans la population. Début janvier il est divisé face aux manifestants qui s'en prennent aux bornes frontières séparant les Azéris d'URSS, de leurs frères d'Iran. Musulmans chiites, les Azéris ont été sensibles au fait que la révolution iranienne a autorisé l'usage public de leur langue. Mais depuis la disparition de Khomeyni, il reproche au régime d'être plus persan que jamais. Le Front, lors des événements de Bakou, parle de provocations destinées à justifier l'ingérence de l'armée soviétique pour soutenir des dirigeants ayant perdu le pouvoir. Des meetings de protestation massifs ont lieu un peu partout dans la République, mais il ne semble pas y avoir aujourd'hui de force politique capable de contrôler la situation.

Les Républiques musulmanes d'Asie centrale et particulièrement l'Ouzbékistan, ont eu le triste privilège d'accueillir divers peuples punis par Staline et notamment les 110 000 Meskhs chassés de Georgie, en novembre 1944. Dans ce pays ouzbek où actuellement la mortalité infantile atteint des records, où le chômage touche de 20 à 25% de la population active et qui ressemble plus au Tiers Monde qu'à la Russie, les 70 000 Meskhs qui n'ont pu retourner chez eux sont des agriculteurs actifs, entreprenants et ont acquis une aisance enviée des ouzbeks de souche. La perestroïka leur a aussi permis d'exiger de participer aux structures de pouvoir dont ils étaient jusqu'alors exclus. Mais tout ceci a focalisé sur eux les frustrations de jeunes ouzbèques privés de terre et d'emploi. En mai-juin 1989 on assiste à de véritables pogroms ; un peu partout en Ouzbékistan les Meskhs sont l'objet d'agressions, de provocations, de meetings hostiles ; on ne connait pas le nombre de morts, mais nombreux sont ceux qui pris de panique s'enfuient de la République et se trouvent aujourd'hui à l'état de personnes déplacées entassées dans des camps de toile.

Notons par ailleurs que les intellectuels ouzbèques, réunis dans un front populaire réclament, face aux russophones, la promotion générale de leur langue, l'arabisation de son écriture et l'élimination des noms de rue russes ou étrangers. L'intérêt pour l'Islam se développe dans la jeune intelligentsia technique ; on note ainsi une double identification : nationale et musulmane.

## . Nationalisme Grand-Russien

Il se manifeste surtout à travers une organisation intitulée "Pamiat" (Mémoire) qui regroupe curieusement les fanatiques de l'ancienne Russie et les momies communistes fidèles au Stalinisme. Les première manifestations visent à la conservation du patrimoine historique. Elle oeuvre aussi pour la réouverture des églises ; il s'agit de préserver les acquis de la religion orthodoxe parce qu'outre la foi, elle représente le fondement culturel de la grande Russie. La tradition nationaliste de l'orthodoxie est fortement établie.

Le mouvement se situe aussi par opposition à tout ce qui représente l'Occident, ses modes, ses tentations, sa frénésie de consommation, sa musique et sa permissivité. On retrouve un langage proche du populisme d'un Le Pen ; n'a-t-on pas vu récemment à Moscou un groupe de jeunes acclamer Jeanne d'Arc ! Certains d'ailleurs n'hésitent pas à aller saboter des réunions où des intellectuels s'interrogent sur la nécessité de transformations dans la vie culturelle et politique.

En janvier 1989, Pamiat a empêché une réunion électorale du rédacteur en chef du journal de la Perestroïka (Ogoniok), avec des pancartes dénonçant son origine juive.

On touche là au vieux fonds "grand-russien" avec le thème de l'antisémitisme. Le juif est responsable de la corruption morale, il a inflitré la hiérarchie communiste et le monde intellectuel, fort de la puissance de son argent il dirige le monde occidental : tous les fantasmes habituels y passent. Récemment on a distribué des tracts "Mort aux juifs" et des rumeurs de pogroms antisémites ont couru dans certaines grandes villes.

## LES PAYS DE L'EST

Nous incluons sous ce vocable le glacis soviétique et la Yougoslavie qui connait une situation particulière.

### . La Yougoslavie

Créée en 1918, elle comporte un fort noyau serbe qui fonctionne comme facteur d'organisation de l'Etat, et est un lieu d'affrontement entre Serbes, Croates et Slovènes. A la fin de la seconde guerre mondiale, sous l'impulsion du croate Tito, elle se constitue en fédération. Selon la constitution de 1974 on a six Républiques fédérées : Serbie (9,3 millions d'habitants), Croatie (4,6), Bosnie-Herzégovine (4,1), Solvénie (2), Macédoine (2), Monténégro (584 000). Au sein de la République de Serbie on a deux régions autonomes : Kosovo (à majorité albanaise, Voïvodine (population d'origine hongroise). A l'autonomie des Républiques s'oppose le caractère unifié de la Ligue des communistes.

Plusieurs problèmes rendent aujourd'hui la situation explosive. Le plus grave est celui du Kosovo. La population albanaise à 90% est à majorité musulmane avec forte natalité, d'où baisse du pourcentage des Serbes (de 30% à 9%). Pour les Serbes le Kosovo est le berceau de leur patrie. C'est là qu'a eu lieu le grand affrontement avec les Turcs à la fin du 14e siècle ; ici résidait autrefois le patriarche de l'Eglise orthodoxe. En vue de permettre à la Serbie de reprendre en mains le Kosovo, la constitution a été modifiée en février 1989. Depuis cette date la région vit en état de siège : affrontements entre l'armée ou la police et les Albanais (25 morts lors des émeutes en mars 1989, 19 morts au début de février 1990). Les noms albanais des rues et des écoles ont été remplacés par des noms serbo-croates, les anciens dirigeants sont en prison.

Le nationalisme serbe vis à vis des Albanais s'exprime de diverses façons : manifestations de jeunes à Belgrade pour réclamer la formation d'unités de volontaires chargés de rétablir l'ordre au Kosovo, proposition du Président de la Serbie Milosevis, appuyé par le parti, d'envoyer 100.000 "colons" au Kosovo pour rétablir l'équilibre ethnique. Un "comité d'action pour le retour" promet logements et emplois aux volontaires acceptant d'aller au Kosovo qui souffre d'un fort chômage et d'un manque de spécialistes.

Dans cette action, la Serbie est appuyée par la Macédoine, le Montenegro et la Voïvodine. Mais la Croatie et surtout la Slovénie (deux Républiques à majorité catholique) s'y opposent. Le contentieux entre Slovénie et Serbie porte sur plusieurs points :

- conception du pluralisme : en Slovénie le multipartisme existe de fait et le parti slovène a récemment rompu avec la ligue des communistes yougoslaves.

- conception du fédéralisme. En 1989 la Slovénie inclut dans sa nouvelle constitution le droit à la sécession et interdiction est faite à l'armée fédérale d'intervenir sur le territoire Slovène sans l'autorisation de son parlement. Notons que les responsables de l'armée se posent comme des ardents défenseurs du marxisme et du socialisme.
- République la plus prospère du pays, la Slovénie, avec 8% de la population produit 22% du produit national fédéral ; de fait sa stratégie économique est différente de celle des Républiques plus pauvres.

Les différends entre Serbes et Slovènes sont tels que depuis trois mois la Serbie boycotte la plupart des marchandises slovènes et, par mesure de rétorsion, la Slovénie a décidé de ne plus verser à la fédération sa part du budget à la Serbie.

Le pays apparait politiquement cassé en deux : d'un côté Slovénie et Croatie, de l'autre les quatre autres Républiques. On reproche à M. Milosevic son nationalisme pan-serbe.

## . Autres Pays de l'Est

Le problème concerne l'ensemble des pays, mais avec plus ou moins d'acuité.

### LA ROUMANIE

Elle n'a jamais formé, dans son histoire, un Etat véritablement homogène.
Les Hongrois sont environ sont environ 2 millions (soit près de 10% de la population de Roumanie), concentrés essentiellement en Transylvanie. La constitution de 1952 avait créé une région autonome hongroise. Mais la politique d'assimilation de Ceaucescu a provoqué de fortes réactions en Hongrie ; des milliers de réfugiés ont quitté la Roumanie et les relations entre les deux gouvernements se sont détériorées après la chute de Kadar.

Depuis l'élimination de Ceaucescu, les contacts ont été rétablis ; un communiqué officiel du gouvernement hongrois précisait le 26 décembre que la reconquête des droits individuels et collectifs de la minorité hongroise ne pouvait se faire que "dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Roumanie". Une "Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie" s'est constituée et tente en coopération avec le Conseil du Front de Salut national d'élaborer "les nouveaux statuts des nationalités" ; cela va de la garantie de représentation au sein des divers organes du pouvoir, jusqu'à des mesures concernant écoles, universités, émissions de radio permettant de maintenir la langue et la culture propre. Les troubles récents mettent en évidence le fait que certaines organisations sont prêtes à exploiter les tensions inter-ethniques.

Le problème des Allemands établis depuis trois siècles se pose d'une façon moins aiguë ; 800.000 en 1944, ils ne seraient plus que 200.000 aujourd'hui, Bonn ayant négocié le retour en Allemagne en échange de "primes" versées au gouvernement roumain.

### LA BULGARIE

Sur 9 millions d'habitants, la Bulgarie compte 1,5 million de Turcs de souche et 200.000 Pomaks. En 1971 les patronymes des musulmans sont remplacés par des noms slaves. En 1985 il est interdit de parler turc dans les lieux publics. Durant l'été 1989, 300.000 Turcs fuient la Bulgarie à la suite de la répression brutale de manifestations.

Suite à la chute de Jivkov le comité central du parti décide de donner aux musulmans la liberté de choisir leur nom, leur langue et leur religion. Huit jours plus tard ce sont les Bulgares de souche qui manifestent contre le rétablissement des droits de la minorité turque : grèves, manifestations de grande ampleur... Même si certains membres conservateurs du parti ont sans doute saisi cette occasion, pour mettre le gouvernement en difficulté, il apparaît que la réaction a été largement spontanée. Gouvernement et opposition démocratique cherchent un compromis. Les noms turcs sont rétablis ; on peut parler turc dans la vie quotidienne ; mais sont interdites les organisations politiques et les activités dirigées contre l'intégrité territoriale de l'Etat et toutes celles qui visent une séparation des parties du territoire à partir de principes religieux, ethniques ou autres. Par ailleurs les incitations à la haine ethnique sont sanctionnées sévèrement.

DANS LES AUTRES PAYS

En Tchécoslovaquie existe une minorité hongroise d'environ 700.000 personnes, objet d'une polémique plus ou moins feutrée entre les deux pays, mais avec l'ouverture des frontières le problème se posera sans doute d'une façon moins aiguë. Il faut aussi souligner les différences entre Tchèques et Slovaques ; l'engagement de ces derniers en faveur de la démocratie a toujours été moins évident.

En Pologne bien que celle-ci, dans ses frontières de 1945 soit un pays mono-ethnique, divers problèmes se posent. Entre Polonais du Nord-Est et une minorité biélorusse, le climat n'est pas au beau fixe. Dans l'imaginaire polonais ces biélorusses représentent la base du pouvoir communiste. Ils n'ont pas participé à Solidarité, "un mouvement polonais et catholique", alors qu'eux sont orthodoxes. Il faut parler aussi des minorités allemandes, quelques centaines de milliers d'Allemands sur les 10 millions qui habitaient les territoires allemands devenus polonais en 1945. H.Kohl a demandé pour eux certaines garanties : culte en allemand, droit à l'exercice et à l'enseignement de la langue allemande.

Il faudrait aussi parler de l'existence d'un antisémitisme latent qui, dans certaines occasions ne demande qu'à réapparaître. Au sein de "Solidarité", dans le "comité civique", on se déclara violemment opposé à toute xénophobie et une commission, chargée des minorités nationales recherche les solutions pour donner satisfaction à ces minorités.

Le 30 mars 1990